

# IMPULSIONS 2027

POUR UNE ÉCONOMIE VAUDOISE FORTE





# SOMMAIRE

Préface	5
Rôle, fonctionnement et gouvernance de l'Etat	6
Fiscalité	8
Formation	10
Infrastructures	12
Aménagement du territoire	14
Energie – Environnement	16
Santé	18
Social	20
Agriculture	22
Glossaire	25



# POUR UN CANTON PRÊT À AFFRONTER LES TEMPÊTES





**L**e canton de Vaud vient d'affronter deux années au cours desquelles le monde s'est montré, une fois de plus, imprévisible. La pandémie de coronavirus nous l'a brutalement rappelé. Nous n'avions plus connu depuis longtemps un tel nombre de décès et d'hospitalisations qui ont même menacé, un temps, notre système de santé d'asphyxie. Les mesures prises pour lutter contre cette pandémie ont plongé beaucoup d'entreprises et de particuliers dans des difficultés majeures malgré les indemnités financières décidées au niveau fédéral et dans les cantons. Atteints dans leur activité, leur niveau de vie, parfois dans leur santé physique et psychique, de nombreuses Vaudoises et de nombreux Vaudois ont dû tester pendant des mois leur capacité de résilience.

Si nous avons, semble-t-il, passé le plus dur de la crise, les leçons à en tirer ne doivent pas être oubliées. Cette pandémie a notamment mis en évidence la dépendance dans certains secteurs vitaux de notre approvisionnement, comme le prolongement des effets de la crise le souligne encore actuellement. **Ces derniers mois ont aussi fait ressortir la nécessité d'un dialogue permanent entre l'Etat et l'économie, au profit de tous.** Car malgré ses intentions, l'Etat a montré ses limites dans sa capacité à mettre en place des réponses rapides, pragmatiques et efficaces. Et les entreprises ne peuvent elles-mêmes survivre et maintenir l'emploi, condition de notre prospérité, que si les règlements et les procédures sont aussi simples que possible.

Ces constats restent pertinents si nous voulons faire face avec succès aux nombreux défis qui nous attendent ces prochaines années. Nos relations avec l'Union européenne, dont les pressions risquent de peser lourd sur des pans entiers de notre économie, doivent être placées, ou replacées, sous le signe de la coopération. La question du climat, dont on voit bien qu'elle ne peut être traitée par des décisions radicales et sans assise au sein de

l'opinion, doit néanmoins trouver des réponses, dont toutes ne seront sans doute pas indolores. Cela ne rend que plus évidente la nécessité de **maintenir la diversité de notre tissu économique comme de renforcer l'innovation technologique** dont le canton de Vaud a fait l'un de ses atouts, la digitalisation dans tous les secteurs de l'administration, de l'économie et de la formation ainsi que la compétitivité des entreprises en levant les entraves inutiles qui se sont accumulées au fil des ans.

**L'Etat n'a pas vocation à résoudre tous les problèmes de la société.** Il doit se concentrer sur ses missions principales pour pouvoir être, en temps et en heure, au service des citoyens plutôt que l'inverse.

C'est en considérant l'ensemble de ces perspectives que les organisations économiques vaudoises présentent, en vue de la législature 2022-2027, un programme d'impulsions qui leur paraissent indispensables pour maintenir la qualité de vie des Vaudoises et des Vaudois dans un monde de tempêtes.

Claudine Amstein, directrice de la Chambre vaudoise du commerce et de l'industrie

Olivier Feller, directeur de la Chambre vaudoise immobilière

Christophe Reymond, secrétaire général de la Fédération patronale vaudoise

Luc Thomas, directeur de Prométerre

# 01

## RÔLE, FONCTIONNEMENT ET GOUVERNANCE DE L'ETAT

**L**a pandémie aura mis en exergue la nécessité d'un échange étroit entre l'Etat et l'économie, chacun avec ses objectifs propres et son organisation distincte, mais au profit de tous. Cette crise a démontré les limites de l'Etat dans ses capacités, mais parfois aussi dans sa flexibilité, au moment de mettre en place des politiques publiques. De son côté l'économie a subi de plein fouet cette période, soulignant que c'est grâce à des procédures et des conditions-cadres simples qu'il est possible de maintenir l'emploi et la prospérité.

Depuis un certain nombre d'années, l'Etat a tendance à se positionner comme un concurrent direct de l'économie. Sans compter le fait que de nouvelles lois corsettent la compétitivité. Dans un esprit de subsidiarité, l'Etat doit davantage garantir un environnement favorable à l'innovation et à l'esprit d'entreprise, tout en maintenant l'essor de l'économie. De manière générale, il convient de recentrer ses activités sur ses missions principales, et les délivrer dans les temps. L'Etat doit être au service des citoyens, plutôt que l'inverse.

Se fondant sur ces éléments, les organisations économiques présentent les revendications suivantes :

#### **Sous l'angle des échanges d'expériences,**

- Instaurer, en cas de crise, une task-force canton-économie à même de prendre les meilleures décisions
- S'appuyer sur la connaissance du terrain et le savoir-faire des associations économiques et de leurs nombreux membres.

#### **Sous l'angle des missions de l'Etat et de l'efficacité,**

- Améliorer et développer la digitalisation de l'administration pour assurer un service de qualité aux administrés, sur la base de l'expérience COVID-19
- Resserer l'activité de l'Etat sur ses missions principales et éviter une étatisation des activités privées, en s'abstenant de répliquer au niveau de l'Etat des services qui existent dans le privé
- Fixer une limite au poids de l'Etat par rapport au PIB vaudois
- Laisser la possibilité à l'enseignement et aux cliniques privés de se développer
- Veiller à ce que l'Etat fixe des objectifs et des conditions-cadres favorables à une production de logements en adéquation avec les besoins de l'ensemble de la population, sans se substituer aux acteurs privés.

#### **Sous l'angle de la compétitivité,**

- Etablir une statistique annuelle, transparente et publique, des départs ou délocalisations d'entreprises incluant les pertes d'emplois dans le canton
- Offrir des conditions-cadres optimales pour un développement économique diversifié, tout en favorisant l'innovation
- Adapter la législation pour accompagner la constante évolution des modes de production
- Revoir les critères d'attribution des marchés publics pour redonner voix au chapitre aux entreprises locales

- Mettre à profit les marges de manœuvre dont dispose l'Etat, dans les domaines de l'aménagement du territoire, de la protection de l'environnement, de la gestion de la faune et de la fiscalité notamment, pour faciliter les activités courantes des acteurs de l'économie, comme la réalisation de leurs projets d'adaptation et de développement, plutôt que de restreindre leurs marges de manœuvre.

#### **Sous l'angle de la gouvernance,**

- Fixer un cadre légal clair, stable, cohérent et transparent concernant les procédures de consultation cantonale, conformément à la décision du Grand Conseil du 10 mars 2020
- Soumettre obligatoirement toutes les modifications de la Constitution et de la législation cantonales ainsi que les décrets et les modifications des règlements du Conseil d'Etat à une procédure de consultation publique
- Assurer le respect par le Conseil d'Etat des dispositions légales relatives au fonctionnement des institutions (conduite des affaires extérieures, délais de réponse aux interventions parlementaires, etc.)
- Renforcer l'indépendance du Contrôle cantonal des finances (publicité des rapports, approbation de la nomination du directeur par le Grand Conseil, etc.)
- Respecter la bonne gouvernance qui consiste, pour les conseillers d'Etat, à ne pas présider les conseils d'administration des entités dans lesquelles l'Etat joue un rôle majeur.



Année après année, l'Etat de Vaud encaisse bien plus de recettes fiscales que ce dont il a besoin pour couvrir ses dépenses ordinaires. Ces excédents se font au détriment des contribuables vaudois, lesquels figurent pourtant déjà parmi les plus lourdement taxés de Suisse. Sur ces dix dernières années, l'Etat de Vaud a accumulé des excédents dont le total atteint plus de 6 milliards de francs – soit, en moyenne, 600 millions par année. Lorsque les recettes fiscales dépassent régulièrement les besoins de l'Etat, la pression fiscale doit être ajustée, sans quoi nous risquons d'assister à l'exil de certains contribuables – citoyens aisés ou patrons propriétaires de leur entreprise. Au constat des importants bénéfices dégagés par le canton de Vaud s'ajoute celui d'une progression constante des rentrées fiscales.

Les organisations économiques souhaitent être les actrices de réformes fiscales permettant aux entreprises de dégager des fonds afin d'investir et de créer de l'emploi. Elles estiment aussi nécessaire d'améliorer le pouvoir d'achat de la population. Cette démarche s'inscrit dans la vision d'une fiscalité concurrentielle, garante d'un bon essor économique, ce d'autant plus à l'heure où le G20 réduit encore la marge de manoeuvre des Etats concernant l'imposition des personnes morales. Pour attirer des emplois et les maintenir, le Canton n'a plus d'autres choix que de revoir à la baisse sa fiscalité des personnes physiques. Autant d'éléments qui nécessitent une mise à plat de la fiscalité pour repartir sur de nouvelles bases qui agiraient sur le barème plutôt que les coefficients.

Se fondant sur ces éléments, les organisations économiques présentent les revendications suivantes :

#### Sous l'angle de l'imposition des personnes morales,

- Anticiper les effets des réformes fiscales du G20 et prendre les mesures nécessaires pour

attirer de nouvelles entreprises et consolider le tissu économique actuel.

#### Sous l'angle de l'imposition des personnes physiques,

- Réduire l'impôt sur le revenu en modifiant le barème
- Alléger l'impôt sur la fortune au travers du barème
- Baisser le taux d'imposition applicable aux prestations en capital de la prévoyance vieillesse
- Supprimer l'impôt sur les successions et les donations en ligne directe
- Refuser toute généralisation de l'impôt à la source
- Limiter la création de nouvelles taxes et, cas échéant, les accompagner d'une baisse d'impôt correspondante
- Rendre possibles les référendums contre les arrêtés d'imposition communaux en cas de transfert de charges des communes au Canton accompagné d'une hausse du coefficient cantonal, y compris lorsque le coefficient communal ne change pas.

#### Sous l'angle de l'imposition des propriétaires,

- Réduire d'au moins 50 % le droit de mutation en cas d'acquisition d'un immeuble destiné à servir de résidence principale à l'acquéreur
- Réduire d'au moins 50 % le taux maximal de l'impôt foncier dans le cas où l'immeuble taxé sert de résidence principale au propriétaire
- Introduire une valeur locative en principe inchangée tant que le contribuable ou son conjoint survivant garde sans interruption l'usage de l'immeuble qui sert de résidence principale
- Introduire un système moniste d'imposition des gains immobiliers, sans alourdir la charge fiscale des propriétaires

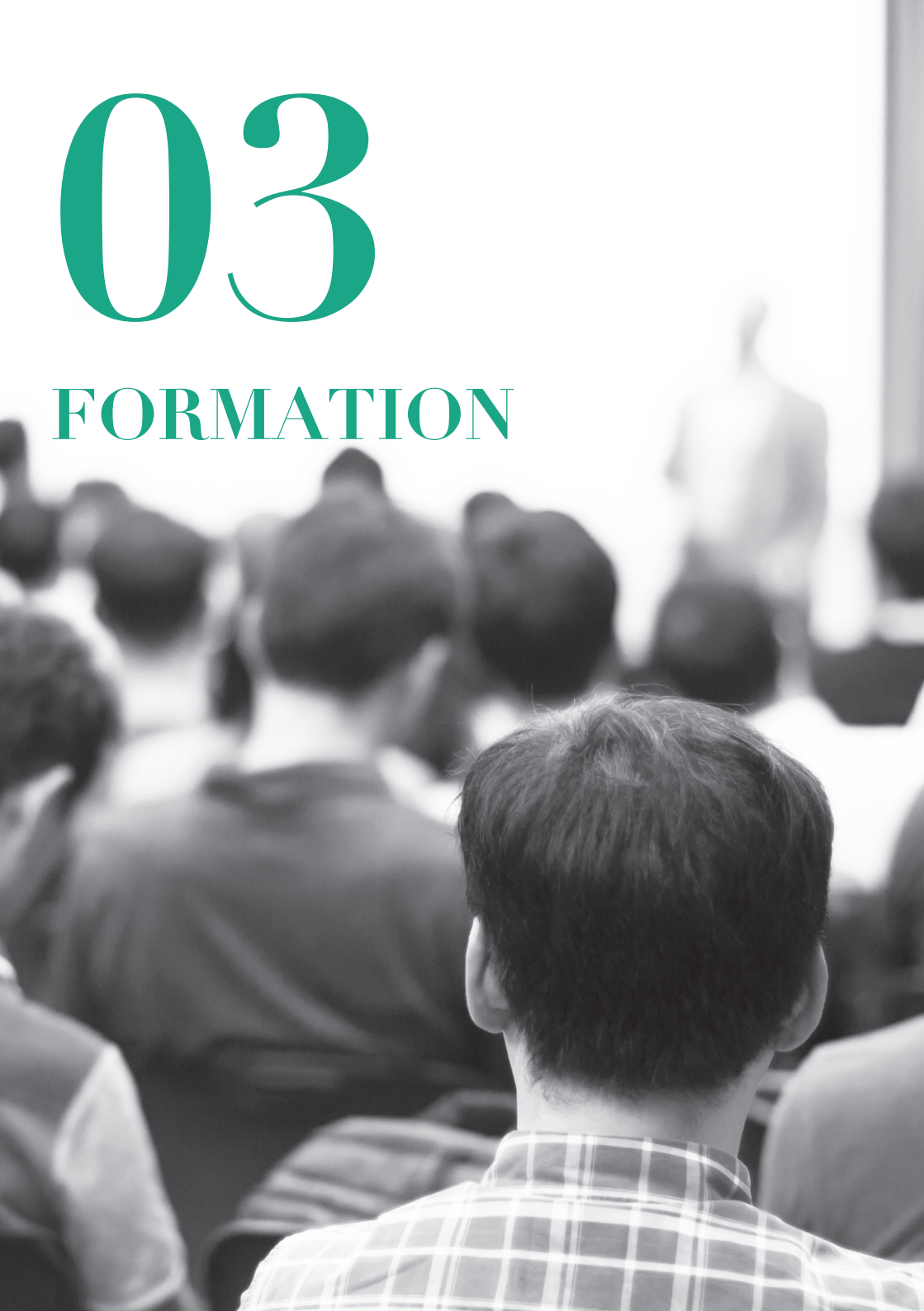
# 02

## FISCALITÉ



# 03

## FORMATION





Dans les moments de crise, l'économie se refaçonne. La qualité de la formation fait partie des conditions essentielles pour répondre aux défis actuels, en matière de compétences et de développement économique. Plus que jamais, l'adéquation entre les besoins des entreprises et le contenu des formations est une nécessité. Figurant parmi les atouts de notre pays, la formation duale, par le biais des apprentissages, n'attire que 20 % des jeunes au sortir de l'école obligatoire ; elle doit impérativement être davantage valorisée. Cela passe par une meilleure préparation des élèves au monde professionnel et par la mise en valeur des métiers et des possibilités qu'ils offrent. A l'école, le virage du numérique doit être pris sans attendre. Le partenariat et la complémentarité entre public et privé doivent être renforcés, et les relations entre mondes académique et économique développées.

Se fondant sur ces éléments, les organisations économiques présentent les revendications suivantes :

#### Sous l'angle de la formation initiale (école obligatoire),

- Veiller à la maîtrise des disciplines fondamentales, comme le français et le calcul, tout en intensifiant l'enseignement des mathématiques et des sciences
- Poursuivre le virage du numérique et mettre en œuvre l'éducation numérique (science informatique, usage d'outils numériques, éducation aux médias)
- Défendre la langue française et continuer à l'enseigner sans simplification réductrice (orthographe rectifiée) et sans complication militante.

#### Sous l'angle de la préparation des élèves au monde professionnel,

- Améliorer et généraliser les heures d'approche du monde professionnel (AMP) dans toutes les filières
- Présenter objectivement les métiers et les possibilités qu'ils offrent dans toutes les filières, y compris en voie gymnasiale

- Améliorer l'orientation en favorisant l'information relative aux formations professionnelles supérieures.

#### Sous l'angle de la complémentarité public/privé,

- Encourager la collaboration entre écoles privées et publiques sur des projets pédagogiques, sur les plans local et cantonal
- Octroyer aux écoles privées la possibilité de proposer la maturité gymnasiale selon des modalités similaires aux gymnases publics, comme le prévoit la législation fédérale
- Préserver et développer un tissu dense d'instituts de formation privés, tant au niveau de la scolarité obligatoire que des formations supérieures.

#### Sous l'angle de la formation secondaire et supérieure,

- Poursuivre la valorisation de la formation professionnelle, avec la formation duale comme priorité, pour atteindre 40 % d'élèves par volée débutant directement un apprentissage
- Combattre le diktat fédéral du gymnase en 4 ans, éviter une coûteuse prolongation des études et préserver la possibilité de réaliser un apprentissage après la voie pré-gymnasiale
- Dans le cadre du gymnase pour adultes, veiller aux besoins spécifiques du public adulte, en particulier par le choix d'intervenants issus de la pratique et par des horaires compatibles avec une activité professionnelle
- Amplifier les relations entre l'Université de Lausanne et le monde économique et conserver un lien fort avec la société civile, notamment en engageant des professeurs qui conservent une autre activité professionnelle.

# 04

## INFRASTRUCTURES

**D**isposer d'infrastructures adaptées, notamment dans les domaines des transports et des télécommunications, est un élément primordial pour la qualité de vie et pour l'activité économique.

L'heure est plus que jamais à la mobilité multimodale, concept à la base des politiques publiques en lien avec l'aménagement du territoire. Il s'agit donc d'assurer l'accès, de manière sûre et efficace, à toutes les régions du canton, en tenant compte de l'ensemble des moyens

de transport terrestre et lacustre. En bonne logique, l'accès aux centres-villes, qui abritent des fonctions essentielles à la société dans son ensemble, revêt une importance particulière. Il s'agit ainsi de garantir non seulement l'approvisionnement des magasins en marchandises, assuré en très grande partie par le transport routier, mais aussi que les usagers des transports individuels motorisés puissent accéder facilement aux prestations des centres-villes. La pandémie de COVID-19 a confirmé l'importance et la souplesse d'utilisation de la voiture.

En outre, il s'agit d'entretenir et d'adapter nos infrastructures de transport à une population qui continue de s'accroître. Enfin, les infrastructures de télécommunications doivent répondre aux besoins de la population et à un monde plus que jamais marqué par la digitalisation.

Se fondant sur ces éléments, les organisations économiques présentent les revendications suivantes :

#### Sous l'angle du maintien et de l'amélioration des capacités :

- Poursuivre, dans le cadre notamment des programmes fédéraux de développement ferroviaire et des programmes d'agglomérations, le développement des transports publics, en particulier dans l'ensemble de l'agglomération lausannoise et sur l'axe Lausanne-Genève
- Amorcer le développement des infrastructures autoroutières surchargées, notamment dans l'Ouest lausannois (soutien à la convention tripartite de juin 2021 entre l'Office fédéral des routes, le Canton et la commune de Chavannes-près-Renens)
- Maintenir au moins au niveau actuel les montants consacrés à l'entretien du réseau routier cantonal
- Planifier le développement ciblé du réseau routier, si nécessaire en créant de nouveaux tronçons
- Promouvoir l'intégration du canton dans le futur réseau suisse Cargo Souterrain (transport souterrain de marchandises), en encourageant la création, à terme, d'une station à Lausanne
- Lever tous les obstacles et accélérer les autorisations de construction d'antennes 5G sur le territoire vaudois, dans le cadre de la délivrance des concessions accordées par la Confédération aux opérateurs de télécommunications.

#### Sous l'angle de l'accès des personnes et marchandises aux centres-villes :

- Garantir la desserte et l'accessibilité des centres au trafic généré par les entreprises et

les particuliers et doter les villes de parkings en suffisance

- Renoncer à tout projet de taxation de la mobilité (mobility pricing) et/ou de péage routier propre au canton de Vaud
- Mettre en place systématiquement des structures de concertation intégrant les représentants des entreprises et des commerces lors de l'élaboration et de la mise en œuvre de stratégies de mobilité multimodale.

#### Sous l'angle de l'information des usagers :

- Mettre en place une structure d'information (en ligne) sur la planification et la réalisation des différents travaux d'infrastructures de transports dans le canton
- Faire de la future centrale de gestion du trafic de l'agglomération lausannoise (GCTA) un réel centre de compétences au profit des usagers et non un instrument de contrôle de ceux-ci.

#### Sous l'angle de la réglementation de compétence ou d'application cantonale :

- Donner toutes ses chances à la mobilité électrique et à hydrogène en favorisant l'installation de bornes et de stations de recharge.



# 05

## AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

**D**epuis une quinzaine d'années, les questions d'aménagement du territoire sont devenues des enjeux centraux du débat politique. Alors que la Constitution fédérale prévoit que les cantons sont en premier lieu responsables de l'organisation territoriale, la Confédération ne cesse de tenter de s'approprier de nouvelles prérogatives. Certaines normes sont devenues tellement complexes ou rigides qu'elles peuvent freiner la construction de logements et d'infrastructures utiles à la population et à l'économie. Pendant la législature 2022-2027, il est prévu que les

autorités cantonales procèdent à une cinquième révision du Plan directeur cantonal. Il s'agit de profiter de cette occasion pour abandonner le critère compliqué et inéquitable du nombre maximal d'habitants par commune en vue de déterminer la surface admissible des zones constructibles.

Sur un plan général, il convient aussi de simplifier et d'accélérer les procédures tout en sauvegardant les droits de la propriété. Tous les critères du développement durable (économie, social, environnement) doivent être pris en compte.

C'est d'autant plus important que la crise liée au COVID-19 et le dérèglement climatique desinent déjà de notables évolutions, comme le développement du télétravail ou l'appréhension du concept de concentration urbaine.

Se fondant sur ces éléments, les organisations économiques présentent les revendications suivantes :

#### Sous l'angle de la mise en œuvre du Plan directeur cantonal,

- Appliquer le Plan directeur cantonal en matière de redimensionnement des zones à bâtir conformément aux objectifs généraux de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire, en particulier relatifs à la densification des centres, en évitant le déclassement de terrains constructibles se situant en pleine localité ou à tout le moins dans le territoire urbanisé
- Promouvoir le maintien et le développement des zones d'activités artisanales et économiques dans les communes qui le souhaitent, en intégrant la volonté de celles-ci dans le système de gestion des zones d'activités
- Intégrer la fixation en zone agricole des «Espaces réservés aux eaux» (ERE) dans la pesée générale des intérêts qui doit être faite par la commune dans le cadre de l'adoption des plans d'affectation, en particulier lorsque ces ERE sont délimités au détriment de l'exploitation normale des terres agricoles.

#### Sous l'angle de la procédure d'octroi du permis de construire,

- Maintenir la possibilité pour les municipalités d'imposer des modifications de minime importance à des projets de construction sans mise à l'enquête publique complémentaire
- Elargir le champ d'application de l'enquête publique complémentaire, aujourd'hui limité à des modifications de peu d'importance d'un projet, alors que cet instrument permet de respecter le droit des intéressés à s'exprimer sans obliger le porteur d'un projet à élaborer un dossier complet d'enquête

- Instituer le permis de construire partiel, qui permettrait à une municipalité, face à un projet portant sur plusieurs bâtiments ou aménagements, d'en autoriser certains et pas d'autres
- Instaurer le permis de construire à deux degrés qui permettrait de dissocier la procédure purement administrative (relative aux caractéristiques techniques du bâtiment) et celle concernant les éléments essentiels de la construction (distances, nuisances, etc.) susceptibles de toucher les intérêts des tiers.

#### Sous l'angle institutionnel,

- Englober l'inventaire fédéral des sites construits d'importance nationale à protéger en Suisse (ISOS) dans la pesée générale d'intérêts à faire lors de l'examen d'un plan d'affectation ou d'un projet de construction sans l'appliquer de façon rigide
- Relativiser les notes sans portée juridique contraignante attribuées aux bâtiments par le Recensement architectural cantonal.

#### Sous l'angle des droits des propriétaires,

- Garantir la liberté des propriétaires de ne pas épuiser d'emblée les droits à bâtir d'une parcelle lors d'un projet de construction
- Préciser dans la LPPPL ou son règlement d'application les modalités d'indemnisation de l'acquéreur évincé lorsqu'une collectivité publique exerce le droit de préemption.

#### Sous l'angle de la procédure de recours,

- Instaurer la règle selon laquelle le calendrier du procès est établi dès le dépôt d'un recours, des délais précis étant fixés à ce moment-là en vue des échanges d'écritures, des autres mesures d'instruction, de la tenue des audiences, etc.

#### Sous l'angle de la police des constructions hors zone à bâtir,

- Renoncer à remettre en cause les permis de transformer dûment délivrés par les autorités communales, en l'absence d'une autorisation cantonale, et exécutés de parfaite bonne foi par les propriétaires.

L'adoption du plan climat cantonal ainsi que l'ensemble des politiques publiques déjà menées par l'Etat de Vaud (Conception cantonale de l'énergie, stratégie des interfaces de transport, Plan directeur cantonal, Plan d'action biodiversité, etc.) placent les questions énergétiques et environnementales au cœur des réflexions politiques et économiques actuelles. Au même titre que la question climatique, la sécurité d'approvisionnement en énergie est un élément fondamental dans les appréciations et les choix politiques à effectuer. Dans ce cadre, les organisations économiques plaident pour des normes non dogmatiques et avant tout incitatives, qui ne pénalisent pas les entreprises vaudoises par rapport à leurs concurrents d'autres cantons ou de l'étranger. Face aux défis que nous rencontrons, les entreprises vaudoises ont un rôle majeur à jouer grâce à leur capacité d'innovation et leur savoir-faire. Il convient dès lors d'encourager les entreprises actives dans la recherche environnementale en créant, comme cela a été fait en matière biomédicale, les conditions nécessaires à leur éclosion et leur développement. Enfin, une transparence des constats sur lesquels se base l'action de l'Etat est nécessaire.

Se fondant sur ces éléments, les organisations économiques présentent les revendications suivantes :

### Sous l'angle de la transparence

- Adapter la planification énergétique cantonale à la lumière de ce qui est politiquement réalisable
- Effectuer sans tarder une analyse de la sécurité cantonale de l'approvisionnement en électricité et du risque majeur de black-out
- Aménager et appliquer les règles de la LPPPL de manière à ce qu'elles encouragent les rénovations énergétiques
- Améliorer l'information à l'intention des entreprises en matière de conventions d'objectifs de réduction des émissions de CO<sub>2</sub> ou d'amélioration de l'efficacité énergétique.

### Sous l'angle des normes, de leur élaboration et des mesures concrètes

- Axer la réflexion sur la garantie de la sécurité en approvisionnement en énergie ainsi que sur le bilan énergétique global plutôt que sur les interdictions de certains modes d'utilisation de l'énergie
- Privilégier les actions concrètes et réalisables, y compris par les plus petites entreprises
- Simplifier les normes d'installation de panneaux solaires photovoltaïques ou thermiques, notamment pour les nouvelles constructions
- Permettre l'exploitation de toutes les sources d'énergie, notamment celles du sous-sol, qu'il s'agisse de chaleur, des eaux ou de la construction d'infrastructures de production de gaz renouvelable.

### Sous l'angle de la compétitivité

- Ne pas alourdir les taxes existantes et refuser la création de nouveaux prélèvements sans baisse d'impôt correspondante
- Mettre en place des mesures incitatives, par exemple sous forme d'allègements fiscaux, plutôt que des mesures coercitives ou des interdictions
- Créer un pôle de recherche sur la valorisation et l'exploitation du CO<sub>2</sub> et, plus largement, sur les réponses technologiques aux défis climatiques.





# 06

ENERGIE —  
ENVIRONNEMENT



# 07

## SANTÉ

**L**a crise du COVID-19 a éprouvé le système sanitaire cantonal qui a su résister malgré les importantes tensions auxquelles il a été confronté. Dans ce contexte, les structures privées ont également joué leur rôle, démontrant ainsi leur utilité et leur importante contribution au bon fonctionnement du système de santé, en particulier dans le cadre d'une crise de cette importance.

Au-delà de cette crise, les défis majeurs qui concernent le système de santé demeurent.

Parmi ceux-ci, la croissance continue des coûts de la santé, induite notamment par le vieillissement de la population et par une consommation accrue de prestations, nous oblige à adapter le système de santé. En effet, le maintien d'un système sanitaire de qualité doit dans le même temps être économiquement supportable s'il veut pouvoir perdurer au bénéfice de tous. Autre enjeu majeur, il convient de permettre à tous les acteurs, tant publics que privés, de jouer leur rôle. Le Canton ne doit pas fausser le jeu de la concurrence et de la complémentarité des intervenants.



Les principales mesures envisagées par les autorités fédérales ou cantonales pour limiter la hausse des coûts s'en prennent quasiment systématiquement à l'offre médicale, créant ainsi les prémices d'un rationnement des soins et d'un système de santé à deux vitesses. Pourtant, d'autres pistes sont possibles. L'une d'entre elles, largement sous-exploitée jusqu'à présent par le Canton, consisterait à intégrer plus largement les solutions technologiques développées par les entreprises de la Health Valley, en particulier dans le domaine des soins à domicile et de l'analyse médicale.

Se fondant sur ces éléments, les organisations économiques présentent les revendications suivantes :

#### Sous l'angle des rôles joués par les différents acteurs

- Pour le corps médical, respecter l'équilibre voulu par le législateur fédéral entre la médecine en cabinet, qu'il s'agisse de généralistes ou de spécialistes, et l'activité dans les hôpitaux
- Pour les institutions de soins, ouvrir la planification à toutes les structures, qu'elles soient publiques ou privées
- Pour le recours aux équipements lourds, tenir compte de l'évolution des pratiques en matière de dépistage et de diagnostic en veillant à une offre suffisante pour éviter l'engorgement.

#### Sous l'angle de l'économicité et de la transparence

- Mettre en place une planification hospitalière qui respecte les principes dégagés par la jurisprudence, notamment en permettant aux intervenants privés d'offrir leurs prestations à armes égales avec les structures étatiques ou paraétatiques, et privilégier dans ce cadre le caractère économique des prestations
- Exiger la transparence financière, en particulier en ce qui concerne l'utilisation des subventions (prestations d'intérêt général)

- Continuer les efforts en matière de gouvernance en ouvrant le Conseil stratégique du CHUV à des représentants de l'économie privée (medtech)
- Réaliser rapidement la planification du secteur de la réadaptation, complémentaire à celui des soins aigus
- Tenir compte de l'évolution des pratiques et de la formation médicales dans les intentions de pilotage de l'ambulatoire et de limitation des équipements lourds.

#### Sous l'angle du financement des EMS

- Procéder à une planification du domaine des EMS
- Instaurer un système unique de redevance locative
- Prévoir un régime financier permettant aux investisseurs privés, comme les caisses de pension, d'investir dans ce domaine.

#### Sous l'angle du partenariat social

- Recréer un véritable partenariat social entre les représentants des employeurs et des employés de la CCT SAN. Il n'est en effet pas admissible que les avancées soient le fait de subventions versées par l'Etat et non des négociations entre partenaires.

**D**urant la pandémie, le canton de Vaud a montré sa capacité à aider de manière ciblée les différents secteurs et personnes pour traverser la crise. En période « normale », le défi du social doit demeurer la réinsertion plutôt que l'assistanat, toujours plus large. Depuis de trop nombreuses années, la politique sociale du Canton représente un des premiers postes de dépenses de l'Etat. Celles-ci se révèlent par ailleurs proportionnellement plus importantes que dans d'autres cantons comparables (Berne, Zurich). Cette situation est préoccupante à un double titre. Tout d'abord, ces dépenses limitent les investissements dans des secteurs essentiels comme la formation, les infrastructures, la sécurité, etc. Autant de domaines qui contribuent à la qualité de vie des habitants et à l'attractivité économique du Canton. A eux seuls, les subsides à l'assurance-maladie représentent 800 millions dans les comptes du Canton, soit le double des ressources prévues au budget 2021 pour l'enseignement postobligatoire ! Ensuite, il est trop fréquemment fait appel au monde du travail pour contribuer à leur financement. On semble oublier les efforts multiples qui sont déployés par les entreprises en matière de stages de formation, d'insertion et de réinsertion.

Se fondant sur ces éléments, les organisations économiques présentent les revendications suivantes :

#### Sous l'angle de la vision d'ensemble et de la bonne gestion,

- Disposer d'un bilan annuel global de l'ensemble des aides
- Créer un guichet unique pour valider l'octroi des aides
- Réduire les aides sociales pour diminuer leur attractivité.

#### Sous l'angle du financement,

- Faire assumer à l'Etat les décisions qu'il prend seul en matière de « facture sociale » en prévoyant qu'il en finance la totalité, sans recours aux communes
- Combattre la déduction fiscale de la part subventionnée des primes de l'assurance-maladie
- Ne plus augmenter les franchises dans les PC familles
- Financer le social par le budget ordinaire et ne pas introduire de nouveaux prélèvements salariaux
- Refuser tout salaire minimum étatique qui nuirait à de nombreux secteurs.

#### Sous l'angle des bénéficiaires,

- Arrêter d'élever la limite des seuils
- N'admettre aucun dépassement des normes CSIAS.



08

SOCIAL



# 09

## AGRICULTURE



**L'**agriculture a bénéficié ces dernières années d'une certaine stabilité des conditions-cadres. Révisée habituellement tous les quatre ans, la loi fédérale sur l'agriculture n'a pas fait l'objet de modifications depuis 2014, hormis un récent soutien à l'économie sucrière. En outre, la protection à la frontière - instrument central de la politique agricole - a pu être préservée dans le cadre de l'accord de libre-échange que la Suisse a conclu avec l'Indonésie, ce qui satisfait à l'objectif de durabilité prévu par l'article constitutionnel sur la sécurité

alimentaire adopté en 2017. L'agriculture est par ailleurs parvenue à écarter le danger des deux initiatives anti-phyto, clairement rejetées en votation populaire. Ces éléments ne doivent cependant pas masquer une situation qui demeure précaire sous l'angle du revenu, toujours en retrait en comparaison intersectorielle. En outre, et comme l'ont montré les débats sur la question des produits phytosanitaires, l'agriculture doit poursuivre ses efforts pour s'adapter aux nouvelles attentes de la société, pas toujours exemptes de contradictions malheu-

reusement. Enfin, l'agriculture est évidemment concernée par le changement climatique qui impacte directement son activité. Il lui incombe bien entendu de faire sa part d'effort pour réduire son impact sur le climat, mais elle doit tout autant se soucier des conditions à mettre en place pour continuer à pouvoir remplir sa fonction nourricière, vu l'évolution prévisible du climat ces 20-30 prochaines années.

En regard de ces nombreux défis et considérant les domaines de compétence respectifs de la Confédération et des cantons en matière de soutien et d'encadrement de l'agriculture, les organisations économiques formulent les attentes et revendications suivantes :

#### Sous l'angle de la formation professionnelle et de la vulgarisation agricoles,

- Garantir une formation professionnelle et une vulgarisation adaptées aux exigences croissantes des métiers de la terre :
  - Concrétisant dans les meilleurs délais le projet IMAGO afin de renforcer la formation professionnelle en la concentrant sur les deux sites de Grange-Verney et Changins
  - Confiant à la profession la mission de faire du domaine de Grange-Verney un domaine d'essais orienté sur l'agriculture de conservation et la neutralité carbone, notamment.

#### Sous l'angle du changement climatique,

- Prendre en compte les défis propres à l'agriculture et créer les conditions devant permettre de maintenir la capacité de production de l'agriculture vaudoise
- Mettre à profit le plan climat vaudois pour :
  - Encourager le développement d'un impact positif de l'agriculture sur le climat, par une combinaison de mesures visant la réduction des émissions de GES mais, surtout, la captation du carbone par le sol, en veillant à ne pas exclure l'accès simultané aux mesures publiques (contributions incitatives par exemple) et à celles du marché (crédit carbone par exemple)

- Cofinancer les besoins d'investissements pour adapter les infrastructures foncières stratégiques - irrigation et drainage notamment - aux phénomènes climatiques extrêmes que l'on voit se multiplier
- Favoriser le renforcement de la recherche de variétés de plantes adaptées à l'évolution du climat.

#### Sous l'angle de la promotion de la production agricole et viticole vaudoise,

- Tirer parti d'un courant de consommation qui privilégie la provenance locale pour améliorer la valeur ajoutée de la production agricole vaudoise en donnant à Vaud Promotion la mission et les moyens de développer la marque territoriale « Vaud + » et le label « produit » correspondant
- Favoriser par ailleurs les circuits courts, l'objectif devant être de créer de nouveaux débouchés – grossistes, HORECA, grande distribution – à plus haute valeur ajoutée pour les produits issus du terroir vaudois.







# GLOSSAIRE

**AMP:** «Approche du monde professionnel», enseignement ayant pour objectif d'aider les jeunes à élaborer un projet professionnel

**PC familles:** «Prestations complémentaires cantonales pour familles», visant à inciter les familles avec enfants à travailler plus.

**CCT SAN:** Convention collective de travail du secteur sanitaire parapublic vaudois

**CSIAS:** «Conférence suisse des institutions d'action sociale». Les normes CSIAS sont des recommandations approuvées par la Conférence suisse des directrices et directeurs cantonaux des affaires sociales (CDAS) qui n'acquiescent force légale que par le biais de la législation cantonale et de la réglementation communale

**G20:** Groupe qui rassemble les principales économies mondiales. Il représente tous les continents habités, 80 % du PIB mondial, 75 % du commerce international et 60 % de la population mondiale

**GES:** Gaz à effet de serre

**HORECA:** Secteur d'activités de l'hôtellerie, de la restauration et des cafés

**IMAGO:** Projet de pôle cantonal de l'agriculture et centre d'enseignement professionnel des métiers de la terre

**LPPPL:** Loi sur la préservation et la promotion du parc locatif

## This image shows a single sheet of white paper with horizontal ruling lines. The lines are evenly spaced and run across the width of the page. There are no margins, text, or other markings on the paper.



